

Chiffres clés 2024

de la juridiction administrative



Nombre d'affaires jugées

9 763

par le Conseil d'État

31 025

par les cours administratives d'appel

254 644

par les tribunaux administratifs

61 593

par la Cour nationale du droit d'asile

146 404

par le Tribunal du stationnement payant

Effectifs au 31 décembre 2024



4 255

personnes font vivre et fonctionner
la justice administrative
au quotidien

Conseil d'État

- 238 membres (38 % de femmes et 62 % d'hommes)
- 441 agents (58 % de femmes et 42 % d'hommes)

Cours administratives d'appel et tribunaux administratifs

- 1 265 magistrats (52 % de femmes et 48 % d'hommes)
- 1 494 agents de greffe (76 % de femmes et 24 % d'hommes)

Cour nationale du droit d'asile

- 30 magistrats (47 % de femmes et 53 % d'hommes)
- 637 agents (73 % de femmes et 27 % d'hommes)

Tribunal du stationnement payant

- 15 magistrats (27 % de femmes et 73 % d'hommes)
- 135 agents (76 % de femmes et 24 % d'hommes)



Nombre d'avis rendus par le Conseil d'État

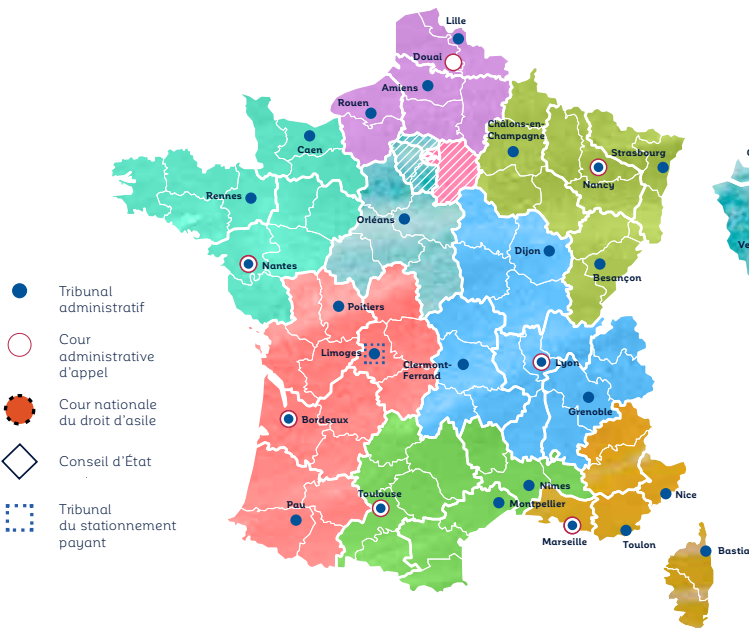
975

Budget exécuté en 2024



560,95 M€

Carte des juridictions administratives



La juridiction administrative :

- Le Conseil d'État
- 9 cours administratives d'appel
- 42 tribunaux administratifs
- La Cour nationale du droit d'asile
- Le Tribunal du stationnement payant





Les décisions

Affaires jugées

Délai moyen de jugement

Conseil d'État

9 763

+ 0,2 % par rapport à 2023

dont jugées en urgence (référés) **484**

9 528 affaires enregistrées (- 0,5 % par rapport à 2023)



7 mois 8 jours

↘ - 13 % entre 2014 et 2024

Cours administratives d'appel

31 025

- 3,5 % par rapport à 2023

dont jugées en urgence (référés) **1 732**

31 522 affaires enregistrées (- 0,2 % par rapport à 2023)



11 mois 12 jours

↘ - 4 % entre 2014 et 2024

Tribunaux administratifs

254 644

+ 4,8 % par rapport à 2023

dont jugées en urgence (référés) **46 910**

278 964 affaires enregistrées (+ 8,4 % par rapport à 2023)



9 mois 29 jours

↘ - 4 % entre 2014 et 2024

Cour nationale du droit d'asile

61 593

- 7,2 % par rapport à 2023

56 497 affaires enregistrées (- 13 % par rapport à 2023)



5 mois 9 jours

↘ - 26 % entre 2014 et 2024

Tribunal du stationnement payant*

* La commission du contentieux du stationnement (CCSP) payant est devenue le tribunal du stationnement payant depuis le 1^{er} janvier 2025.

146 404

+ 12 % par rapport à 2023

201 705 affaires enregistrées (+ 23 % par rapport à 2023)



2 ans 4 mois

Télérecours



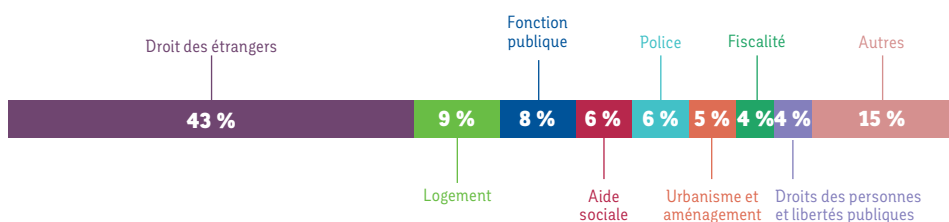
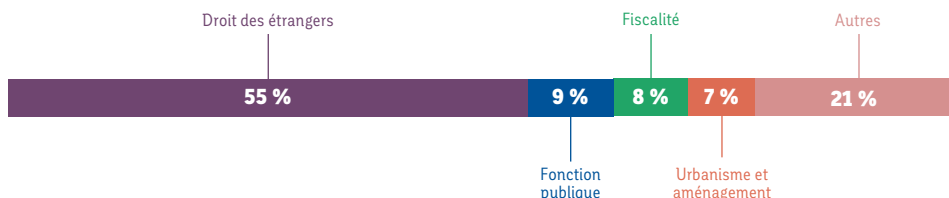
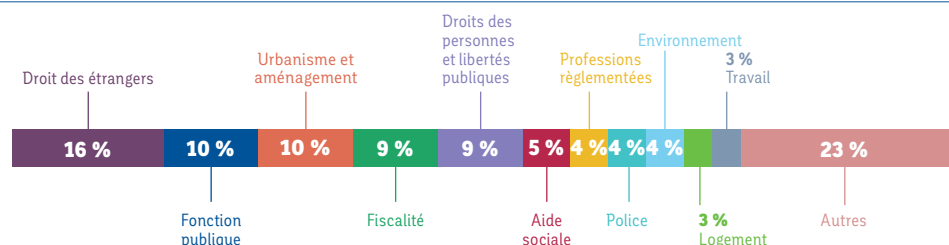
261 596 (+ 4 % par rapport à 2023)

recours déposés via **Télérecours** (plateforme de dépôt des recours en ligne), dans les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et au Conseil d'État

dont 38 402

via **Télérecours citoyens** (application dédiée aux particuliers non représentés par un avocat)

Répartition des affaires enregistrées par domaine contentieux



Les principaux pays d'origine des requérants (64 % des recours en 2024)



Bangladesh 6 143
Turquie 5 800
Afghanistan 5 081
Guinée 4 070
République démocratique
du Congo 4 050

Côte d'Ivoire 3 885
Sri Lanka 2 265
Géorgie 1 979
Nigéria 1 697
Russie 1 526

Médiations

liées à un recours devant le juge administratif



1 978 (+ 9 % par rapport à 2023)

médiations terminées en 2024

52 % d'entre elles ont abouti à un accord

Aide sociale : aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

Droits des personnes et libertés publiques : garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

Environnement : protection de la faune et de la flore, parcs naturels, éoliennes, pollution de l'air et de l'eau, mines et carrières, installations classées, etc.

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, taxes sur la valeur ajoutée, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et agents publics avec leur employeur.

Logement : aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes d'HLM, etc.

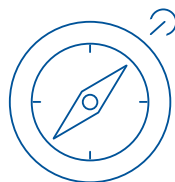
Marchés et contrats : marchés passés par l'État et les collectivités territoriales avec des opérateurs privés

Police : mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

Professions réglementées : architectes, auxiliaires de justice, comptables et commissaires aux comptes, journalistes, professions médicales et paramédicales, taxis, etc.

Travail : licenciements des travailleurs protégés, instances représentatives du personnel, plans de sauvegarde de l'emploi, etc.

Urbanisme et aménagement : permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.



Les avis juridiques et les études du Conseil d'État

975 avis rendus en 2024

46 projets de loi, dont :

- Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables
- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture
- Projet de loi d'urgence pour Mayotte
- Projet de loi de simplification et portant diverses dispositions d'ordre administratif

9 projets d'ordonnance, dont :

- Projet d'ordonnance relatif à la gestion du risque climatique en agriculture en outre-mer
- Projet d'ordonnance portant transposition de la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes
- Projet d'ordonnance modifiant la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux

16 projets de loi du pays, dont :

- Projet de loi du pays favorisant l'insertion des travailleurs en situation de handicap par le travail intérimaire
- Projet de loi du pays relative à l'économie sociale, solidaire et résiliente
- Projet de loi du pays pour une meilleure connectivité en Nouvelle-Calédonie
- Projet de loi du pays portant diverses mesures d'urgence en faveur de la caisse locale de retraites et relatives à l'attractivité du secteur de la fonction publique

1 proposition de loi :

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie

11 questions du Gouvernement, dont :

- Question portant sur la mise en conformité des dispositions du code du travail en matière d'acquisition de congés pendant les périodes d'arrêt maladie
- Question relative l'interprétation de l'article 45 de la LOLF, pris pour l'application du quatrième alinéa de l'article 47 de la Constitution

5 questions des autorités d'Outre-mer, dont :

- Question portant sur la détermination de l'autorité compétente entre l'État et la Polynésie française aux fins de définir le régime applicable aux archives du Pays, de l'État et des communes

562 projets de décret réglementaire, dont :

- Projet de décret instituant la filière de responsabilité élargie des producteurs de textiles sanitaires à usage unique
- Projet de décret relatif à l'apprentissage militaire, au temps de service et au service de nuit des militaires mineurs
- Projet de décret mettant en œuvre certaines mesures du plan vélo et mobilités actives
- Projet de décret relatif aux dispositions réglementaires des livres I et II du code général de la fonction publique

325 projets de décret non réglementaire, dont :

- Projet de décret portant classement, parmi les sites de la Haute-Marne, du site de « la Haute vallée et les gorges de la Vingeanne », sur le territoire de la commune d'Apresy
- Projet de décret prorogeant les effets de la déclaration d'utilité publique relative à la deuxième opération de restauration immobilière du centre ancien de Rennes



5 études réalisées en 2024

- Étude annuelle : La souveraineté
- 4 études sur la simplification :
 - Droit des entreprises en difficulté
 - Régime des nullités en droit des sociétés
 - Associations et fondations reconnues d'utilité publique
 - Pérennisation des mesures Covid